

Liste et définition des variables Esane

Libellé Esane	Définitions
Affectations : dividendes	Part du résultat de l'exercice précédent (origines) affecté au paiement des dividendes
Amortissements et provisions pour dépréciations sur immobilisations incorporelles	Amortissements et provisions pour dépréciations cumulés sur immobilisations incorporelles (frais d'établissement, de développement et des autres postes : concessions, brevets, fonds commercial...)- L'amortissement pour dépréciation est défini comme la répartition du montant amortissable d'un actif incorporel selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de son utilisation. Le montant amortissable d'un actif incorporel est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle. - Les actifs incorporels qui ne se déprécient pas par usure, obsolescence ne sont pas amortissables. Leur dépréciation par rapport à leur valeur d'entrée dans l'actif lorsqu'elle ne présente pas un caractère irréversible, donne lieu à la constitution de dépréciations (provisions). Ces dernières sont admises en déduction si elles sont comptabilisées et constituées en vue de faire face à des pertes et charges nettement précisées que des événements en cours rendent probables.
Amortissements et provisions sur autres immobilisations corporelles	Montant cumulé des amortissements et provisions pour dépréciation des autres immobilisations corporelles (matériel de transport, matériel de bureau et matériel informatique, mobilier, emballages récupérables).
Amortissements et provisions sur fonds commercial	Montant cumulé des amortissements et dépréciations à la fin de l'exercice relatifs au fonds commercial (amortissements des éléments acquis du fonds de commerce constitués de la clientèle, de l'achalandage et du droit au bail, éléments auxquels peuvent s'ajouter le nom commercial et l'enseigne)
Amortissements et provisions sur immobilisations corporelles : avances et acomptes	Montant des amortissements cumulés et relatifs aux avances et acomptes à la fin de l'exercice. Il s'agit des amortissements d'immobilisations résultant de travaux de plus ou moins longue durée confiés à des tiers. (Il faut entendre : par avances : les sommes versées avant tout commencement d'exécution de commandes, ou en dépassement de la valeur des fournitures déjà faites ou des travaux déjà exécutés ; par acomptes : les sommes versées sur justification d'exécution partielle)
Amortissements et provisions sur immobilisations corporelles : constructions	Montant incluant les amortissements et provisions cumulées pour dépréciation des constructions relatifs aux : bâtiments, installations, agencements, aménagements, ouvrages d'infrastructure (ouvrages destinés à assurer les communications sur terre, sous terre, par fer et par eau, ainsi que les barrages pour la retenue des eaux et les pistes d'aérodromes), les constructions édifiées sur sol d'autrui.
Amortissements et provisions sur immobilisations corporelles : terrains	Montant des amortissements et dépréciations relatifs aux terrains à la fin de l'exercice. Sont inclus les amortissements relatifs aux terrains nus, aménagés, sous-sol et sur-sols ; comprend les terrains de gisement (carrières) et terrains bâtis. En principe, les terrains ne sont pas amortissables. Seuls les terrains de gisement qui font effectivement l'objet d'une exploitation sont amortissables, à l'exception du tréfonds. Par contre les terrains peuvent être dépréciés si l'on constate que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable
Amortissements pour dépréciations sur installations techniques, matériel outillage industriels	Montant cumulé des amortissements des installations techniques, matériel et outillage industriels selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de son utilisation. Le montant amortissable d'un actif est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle (estimation du prix de cession à la fin de l'utilisation du bien). C'est aux caractéristiques propres de l'entreprise qu'il convient de se référer pour déterminer la durée et le mode d'amortissement. Lorsque des éléments constitutifs d'un actif sont exploités de façon indissociable, un plan d'amortissement unique est retenu. Cependant, si dès l'origine, un ou plusieurs de ces éléments ont chacun des utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu.
Amortissements provisions sur immobilisations corporelles : immobilisations en cours	Amortissements et provisions cumulés et relatifs aux immobilisations en cours. (amortissements et provisions des Immobilisations créées par l'entreprise, grâce à ses propres moyens et évalués par rapport à leur coût).
Augmentation par acquisitions, créations, apports, virements de poste à poste immo. Incorporelles	Augmentation par acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste des immobilisations incorporelles. Il s'agit des dépenses passées au cours de l'exercice aux différents comptes d'immobilisations incorporelles soit directement, soit par le crédit du compte des immobilisations en cours. S'il s'agit des immobilisations apportées à l'entreprise, elles doivent être inscrites pour leur valeur d'apport qui est en principe égale à la valeur réelle des actions ou des parts remises à l'apporteur.

Augmentation par réévaluation des autres immobilisations corporelles	Augmentations par réévaluation libre des autres immobilisations corporelles au cours de l'exercice. Les augmentations de valeurs sont égales, pour cette catégorie d'immobilisations, à la différence entre la valeur brute réévaluée et la valeur d'origine (ou la valeur réévaluée lors d'un exercice antérieur).
Augmentation par réévaluation immobilisations incorporelles	Augmentations par réévaluation des immobilisations incorporelles au cours de l'exercice. Les augmentations de valeurs sont égales, pour cette catégorie d'immobilisations, à la différence entre la valeur brute réévaluée et la valeur d'origine (ou la valeur réévaluée lors d'un exercice antérieur).
Augmentations par acquisitions, créations, apports virements poste à poste terrains	Augmentation par acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste des terrains dont l'entreprise est propriétaire.
Augmentations par réévaluation des installations générales, agencements, aménagements divers	Augmentations par réévaluation libre des installations générales, agencements, aménagements divers au cours de l'exercice. Les augmentations de valeurs sont égales, pour cette catégorie d'immobilisations, à la différence entre la valeur brute réévaluée et la valeur d'origine (ou la valeur réévaluée lors d'un exercice antérieur).
Augmentations par réévaluation des installations techniques, matériel et outillage industriel	Augmentations par réévaluation libre des installations techniques, matériel et outillage industrie au cours de l'exercice. Les augmentations de valeurs sont égales, pour cette catégorie d'immobilisations, à la différence entre la valeur brute réévaluée et la valeur d'origine (ou la valeur réévaluée lors d'un exercice antérieur).
Augmentations par réévaluation des terrains	Augmentations par réévaluation libre des terrains au cours de l'exercice. Les augmentations de valeurs sont égales, pour cette catégorie d'immobilisations, à la différence entre la valeur brute réévaluée et la valeur d'origine (ou la valeur réévaluée lors d'un exercice antérieur).
Augmentations par réévaluation du matériel de transport	Augmentations par réévaluation du matériel de transport au cours de l'exercice. Les augmentations de valeurs sont égales, pour cette catégorie d'immobilisations, à la différence entre la valeur brute réévaluée et la valeur d'origine (ou la valeur réévaluée lors d'un exercice antérieur).
Augmentations par réévaluations des constructions	Augmentations par réévaluation libre des constructions au cours de l'exercice. Les augmentations de valeurs sont égales, pour cette catégorie d'immobilisations, à la différence entre la valeur brute réévaluée et la valeur d'origine (ou la valeur réévaluée lors d'un exercice antérieur).
Autres achats et charges externes : crédit-bail immobilier	Redevances de crédit-bail immobilier (factures de redevances ou de loyers concernant l'utilisation de biens en crédit-bail immobilier) incluent dans les autres achats et charges externes.
Autres achats et charges externes : crédit-bail mobilier	Redevances de crédit-bail mobilier (factures de redevances ou de loyers concernant l'utilisation de biens en crédit-bail mobilier) incluent dans les autres achats et charges externes
Autres charges d exploitation	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, droits et valeurs similaires, jetons de présence et pertes sur créances irrécouvrables lorsqu'elles présentent un caractère habituel eu égard, notamment, à la nature de l'activité et au volume des affaires traitées. Les autres charges entrent dans la formule de calcul de la valeur ajoutée hors taxes
Autres comptes de régularisation	Comptes de régularisation autres que les charges constatées d'avance, destinés à répartir les charges et les produits dans le temps de manière à rattacher à un exercice déterminé toutes les charges et tous les produits le concernant effectivement ; en font partie : les charges à répartir sur plusieurs exercices (tels les frais d'acquisition des immobilisations, les frais d'émission des emprunts),- les produits à recevoir, c'est à dire les produits acquis à l'entreprise dont le montant, non définitivement arrêté, n'est pas encore inscrit aux comptes de tiers débiteurs.Figurent également sous cette rubrique les primes de remboursement des obligations et les écarts de conversion d'actif.
Autres créances	Regroupe : les soldes débiteurs des comptes individuels des fournisseurs pour ce qui concerne les emballages+ les sommes versées au personnel salarié et qui seront remboursées à la société soit par un règlement à très court terme (avances), soit par imputation sur la prochaine paie (acomptes); la TVA qui n'a pas été encore récupérée+ les impôts payés sous formes d'acomptes+la créance fiscale que détient la société passible de l'impôt sur les sociétés et résultant de l'imputation du déficit sur les bénéfices des exercices antérieurs- les subventions à recevoir - les avances, prêts ou acomptes consentis aux associés -dans le cadre de sociétés apparentées, les avances consenties aux sociétés du groupe dans le cadre d'opérations financières réalisées en compte courant.....)
Autres dettes	Ensemble constitué de dettes fiscales et sociales, de sommes dues aux fournisseurs d'immobilisations et comptes rattachés et des autres dettes
Autres fonds propres	Montant des avances reçues par l'entreprise en contrepartie de titres participatifs créés par la loi 83-1 du 3 janvier 1983 sur le financement des investissements et la protection de l'épargne ; figurent également sous cette rubrique les avances dites conditionnées, c'est à dire les avances reçues de l'Etat dans le cadre de contrats de Plan ou d'associés destinées à être incorporées au capital.
Autres immobilisations corporelles	Montant brut des Installations générales, agencements et aménagements divers, matériel de bureau et matériel informatique, acquisition de logiciel (Les logiciels indissociés acquis en même temps que le matériel sont comptabilisés avec le matériel), mobilier, emballages récupérables.
Autres intérêts et produits assimilés	Intérêts des prêts et des comptes courants débiteurs, revenus tirés des comptes en banque, escomptes obtenus des fournisseurs, produits des obligations et produits réalisés sur le MATIF (Marché à terme International de France).

Autres produits d'exploitation, reprises sur amortissements, provisions, transferts de charges)	-Produits d'exploitation qui, en raison de leur nature, n'ont pu être mentionnés dans les autres produits d'exploitation tels que les redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs assimilés ; des jetons de présence ; des loyers des immeubles non affectés aux activités professionnelles. - Réductions de dépréciations ou de provisions antérieurement constituées par des dotations d'exploitation et les charges d'exploitation portées à l'actif du bilan en vue de leur étalement, notamment les frais d'émission des emprunts
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	Montants reçus des clients à titre d'avances ou d'acomptes sur des commandes à livrer, des travaux à exécuter ou des prestations de services à rendre.
Avances et acomptes versés sur commandes	Versements par l'entreprise d'avances ou d'acomptes sur des commandes qu'elle a passées auprès de ses fournisseurs et qui portent sur des objets ou substances destinés à être revendus en l'état, incorporés dans un cycle de production ou consommés. Les avances et acomptes sur commandes d'immobilisations n'y figurent pas.
Bénéfice ou perte	Bénéfice ou perte de l'exercice. (Total des produits d'exploitation + financiers + exceptionnels) - (Total des charges d'exploitation + financières + exceptionnelles + participations des salariés aux résultats de l'entreprise + Impôts sur les bénéfices)
Besoins en fonds de roulement	Actif circulant - Passif circulant : Partie des besoins d'exploitation non assurée par les ressources d'exploitation - Calcul : Actif circulant (Stocks+ avances et acomptes versés sur commandes+ clients et comptes rattachés+ autres créances et capital souscrit non versé+ charges constatées d'avance - Passif circulant (Avances et acomptes reçus sur commandes en cours+ dettes fournisseurs et comptes rattachés+ dettes fiscales et sociales+ dettes sur immobilisations et comptes rattachés+ autres dettes+ produits constatés d'avance. Définition intégrant le BFR d'exploitation + BFR hors exploitation
Capacité d'autofinancement	La capacité d'autofinancement (CAF) représente, pour l'entreprise, l'excédent de ressources internes ou le surplus monétaire potentiel dégagé durant l'exercice, par l'ensemble de son activité et qu'elle peut destiner à son autofinancement. La capacité d'autofinancement a été calculé selon la méthode additive (à partir du résultat net)
Capacité de remboursement	Capacité d'autofinancement/Emprunts et dettes assimilées Capacité d'autofinancement = profit brut courant avant impôts + produits exceptionnels sur opérations de gestion charges exceptionnelles sur opérations de gestion - participation des salariés - impôt sur les sociétés.
Capital social, individuel et primes d'émission	Valeur nominale des actions ou des parts sociales dans les sociétés ou différence entre la valeur des éléments actifs et la valeur des éléments passifs que l'exploitant inscrit au bilan de son entreprise exploitée sous la forme individuelle. Dans le cas des sociétés, ce poste inclut les primes d'émission (excédent du prix d'émission des actions sur leur valeur nominale), d'apport (excédent de la valeur des apports sur la valeur nominale des parts sociales remises en contrepartie de ces apports) de fusion ou d'opérations assimilées et les primes de conversion d'obligations en actions.
Capitaux propres	Ensemble de moyens de financement mis à la disposition de l'entreprise de façon permanente comprenant : le capital social (ou individuel), les primes d'émission, de fusion, d'apport, les écarts de réévaluation, les réserves, les bénéfices non distribués, les subventions d'investissement, les provisions réglementées.
Charges constatées d'avance	Charges ne correspondant pas à des consommations de l'exercice, c'est à dire comptabilisées au cours de l'exercice alors que la fourniture ou la prestation correspondante n'interviendra qu'au cours de l'exercice suivant.
Charges d'exploitation : achats de marchandises	Montant des achats destinés à la revente en l'état. Le prix d'achat s'entend généralement du prix facturé, net de taxes récupérables, auquel s'ajoutent notamment les frais de douane afférents aux biens acquis (prix rendu frontière). Les achats sont portés sur cette ligne, déduction faite des rabais et remises déduits du montant des factures ou obtenus postérieurement des fournisseurs.
Charges d'exploitation : autres achats et charges externes	Montant comptabilisant les charges externes, autres que les achats, en provenance des tiers : achats non stockés de matières et fournitures, d'études et prestations de services... ; la sous-traitance, les redevances de crédit-bail, les locations, l'entretien et la réparation, les primes d'assurance, les études et recherches, le personnel extérieur à l'entreprise, la rémunération d'intermédiaires et les honoraires, la publicité, les déplacements, les frais postaux, les services bancaires
Charges d'exploitation : charges sociales	Ce montant contient la part patronale seulement lorsque les cotisations comprennent également une part salariale : les cotisations aux caisses de sécurité sociale (régime général ou régimes spéciaux) ; cotisations aux mutuelles et aux caisses de retraites ; cotisations d'assurance chômage ; l'« abondement », c'est-à-dire notamment la participation de l'employeur au plan d'épargne de l'entreprise sous forme de versements complémentaires ou au titre de l'actionnariat ; les frais relatifs aux oeuvres sociales (frais de cantine, allocation-logement...).
Charges d'exploitation : dotations aux amortissements sur immobilisations	Charge annuelle constatant l'amortissement de l'exercice qui est la répartition systématique de son montant amortissable en fonction de son utilisation. Cette charge est constaté pour les immobilisations corporelles et incorporelles

Charges d'exploitation : impôts, taxes, versements assimilés	Charges correspondant d'une part, à des versements obligatoires à l'Etat et aux collectivités locales pour subvenir aux dépenses publiques et d'autre part, à des versements institués par l'autorité publique, notamment pour le financement d'actions d'intérêt économique ou social. Ne comprend pas la TVA, impôt sur les sociétés et de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés, droits qui sont incorporés au prix de revient des immobilisations ou au coût des charges.
Charges d'exploitation : salaires et traitements	Rémunérations en espèces allouées aux salariés, avant déduction des cotisations et contributions sociales à la charge de ces derniers, dès l'instant où elles trouvent leur origine dans le contrat de travail, et même si du point de vue fiscal ces sommes n'ont pas le caractère de salaires. Citons : les salaires et appointements proprement dits, y compris les primes, gratifications occasionnelles ou périodiques, etc. ; les indemnités correspondant à des remboursements globaux ou forfaitaires de frais ; la contrepartie d'avantages en nature non fournis ; les commissions versées au personnel.
Charges d'exploitation : variations de stocks (matières premières et approvisionnements)	Variation du stock de matières premières et approvisionnements. La diminution du niveau du stock vient en augmentation des charges d'exploitation. Son augmentation vient en diminution de ces charges
Charges d'exploitation : variations de stocks de marchandises	Montant de la variation du stock de marchandises destinées à la revente en l'état. La diminution du niveau du stock vient en augmentation des charges d'exploitation. Son augmentation vient en diminution de ces charges
Charges d'exploitation : achats de matières premières, autres approvisionnements	Achats d'objets et substances destinés à entrer dans la composition des produits traités ou fabriqués ainsi que les autres approvisionnements pouvant être stockés : matières et fournitures consommables, emballages. Les montants incluent les droits de douane
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	Valeur nette comptable des éléments de l'actif immobilisé cédés durant l'exercice et charges de constitution ou de liquidation des fiducies
Charges financières : intérêts et charges assimilées	Montant comptabilisant outre les escomptes accordés et les frais de recouvrement, les intérêts des emprunts et comptes courants créditeurs, pour le montant de ces intérêts courus à la clôture de l'exercice, les charges financières subies sur les marchés à terme d'instruments financiers.
Chiffre d'affaires HT	Montant hors taxes des affaires réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle. Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes de marchandises, de la production des biens et des services (France + Exportations et livraisons intracommunautaire).
Chiffre d'affaires/Effectif salarié	Rapport entre le chiffre d'affaires et l'effectif salarié en équivalent temps plein. Intitulé "ratio de productivité apparente" car ne tenant pas compte des autres facteurs de production (capital, consommations intermédiaires).
Chiffres d'affaires nets en France	Montant du chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise, dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante, avec des tiers localisés en France. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits vendus de biens et de services.
Consommations intermédiaires	Consommations intermédiaires = Achats de marchandises (y compris les droits de douanes) + variation de stock marchandises + achats de matières premières et autres approvisionnements + variation de stock de matières premières et autres approvisionnements + autres achats et charges externes.
Cotisations personnelles de l'exploitant 2053	Les cotisations personnelles de l'exploitant individuel (incluent dans les charges sociales) représentent les cotisations aux régimes obligatoires de base et complémentaire ainsi que les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse du conjoint-collaborateur non rémunéré du commerçant et, dans certaines limites, les cotisations et primes afférentes à la couverture des risques garantis dans le cadre de contrats d'assurance de groupe ou de régimes facultatifs institués par les organismes de sécurité sociale.
Créances : clients et comptes rattachés	Créances liées à la vente de biens ou services rattachés au cycle d'exploitation de la société. Les créances résultant de la cession d'immobilisations sont, pour leur part sont comptabilisées en « Créances sur cessions d'immobilisations ».
Créances rattachées à participations + prêts + autres immobilisations financières	Créances rattachées à des participations : créances nées à l'occasion de prêts octroyés à des entreprises dans lesquelles le prêteur détient une participation ; avances assimilables à des prêts qui sont faites au groupement d'intérêt économique par l'entreprise membre et qui ne sont pas réalisables à court terme. Elles comprennent notamment les dépôts et cautionnements versés. Il s'agit des sommes versées à des tiers à titre de garantie et indisponibles jusqu'à la réalisation d'une condition suspensive. Prêts : fonds versés à des tiers en vertu de dispositions contractuelles par lesquelles l'entreprise s'engage à transmettre à des personnes physiques ou morales l'usage de moyens de paiement pendant un certain temps. Montant incluant notamment : les « prêts participatifs » ; les prêts accordés au personnel de l'entreprise dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction, ou les créances sur salaires consenties pour des motifs d'ordre social. Autres immobilisations financières : Elles comprennent notamment les dépôts et cautionnements versés Il s'agit des sommes versées à des tiers à titre de garantie et indisponibles jusqu'à la réalisation d'une condition suspensive.
Délais de paiement des clients	Ce ratio moyen se définit comme le rapport entre le total des créances clients sur l'ensemble du secteur (y compris comptes rattachés et effets escomptés non échus), et le total des chiffres d'affaires annuels TTC divisé par 360, pour être exprimé en jours de chiffre d'affaires. DPC moyen = Total créances clients / (Total CATTC / 360)

Délais de paiement des fournisseurs	Ce ratio moyen se définit comme le rapport entre le total des dettes fournisseurs sur l'ensemble du secteur (y compris comptes rattachés), et le total des achats et charges externes annuels TTC divisé par 360, pour être exprimé en jours d'achats. $DPF \text{ moyen} = \frac{\text{Total dettes fournisseurs}}{\text{Total achats et charges externes TTC} / 360}$
Dettes et produits constatés d'avance	Ensemble du passif exigible composé des emprunts et dettes assimilées, des dettes auprès des tiers résultant d'obligations contractuelles ou légales ainsi que des comptes rattachés et des comptes de régularisation
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Dettes dues aux fournisseurs liées à l'acquisition de biens et services (marchandises, matières premières, prestations de services). Les dettes liées à l'acquisition d'immobilisations ne sont pas comprises.
Diminution par cession à tiers ou mises hors service immobilisations incorporelles	Valeur des immobilisations incorporelles sorties de l'actif par suite de cession à des tiers ou de mise hors service.
Diminution par virements de poste à poste des terrains	Terrains sorties du poste « Immobilisations en cours » par virement à un autre poste d'immobilisations, mais il peut également s'agir d'immobilisations reclassées d'un compte d'immobilisation à un autre compte d'immobilisation au cours de l'exercice.
Diminution par virements poste à poste immobilisations incorporelles au cours de l'exercice	Immobilisations incorporelles sorties du poste « Immobilisations en cours » par virement à un autre poste d'immobilisations, mais il peut également s'agir d'immobilisations reclassées d'un compte d'immobilisation à un autre compte d'immobilisation au cours de l'exercice.
Diminutions par cession à des tiers ou mises hors service des terrains	Valeur des terrains sorties de l'actif par suite de cession à des tiers ou de mise hors service.
Disponibilités	Regroupent les soldes débiteurs des comptes financiers (autres que les valeurs mobilières de placement) ainsi que les instruments de trésorerie (options négociables de taux d'intérêt).
Dotations aux provisions	Dotations aux provisions pour dépréciation sur immobilisations (incorporelles et incorporelles) + dotations aux provisions sur actif circulant (stocks et en cours et créances) + dotations aux provisions pour risques et charges)
Ecart de réévaluation	Plus-values, non incorporées au capital, résultant d'une opération de réévaluation libre ou réglementée des immobilisations et autre que celle résultant de la dernière réévaluation légale des immobilisations amortissables (1976) considérée comme une provision réglementée. Sont compris sous ce poste les écarts de réévaluation et les écarts d'équivalence
Effectif salarié au 31/12	Effectif salarié total inscrit dans l'entreprise au 31/12.
Effectif salarié en équivalent temps plein	Effectif salarié en équivalent temps plein
Emprunts et dettes assimilées	Montant des emprunts et des dettes de même nature restant dûs à la clôture de l'exercice ; sont notamment inclus : les emprunts obligataires convertibles, les autres emprunts obligataires, les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit, les dépôts et cautionnements reçus, les comptes bloqués et fonds de participation des salariés, les dettes rattachées à des participations, etc. Les intérêts courus sont rattachés aux emprunts et dettes assimilées auxquels ils se rapportent
Engagement de crédit-bail	Engagements de crédit-bail mobilier + Engagements de crédit-bail immobilier : Il s'agit de l'évaluation à la date du bilan du montant total des redevances restant à payer en exécution des obligations stipulées aux divers contrats de crédit-bail, majoré du prix d'achat résiduel éventuel du bien (option)
Excédent brut d'exploitation	Solde calculé : différence entre la valeur ajoutée (VAHT) augmentée des subventions d'exploitation et diminuée des impôts et taxes (sauf l'impôt sur les sociétés), et des charges de personnel supportées par l'entreprise, L'EBE représente la part de VA qui revient à l'entreprise et aux apporteurs de capitaux (associés et prêteurs). Il indique la ressource générée par l'exploitation de l'entreprise indépendamment de la politique d'amortissements (dotations), du mode de financement (charges financières).
Fonds commercial	Montant brut indiquant les éléments acquis du fonds de commerce constitués de la clientèle, de l'achalandage et du droit au bail, éléments auxquels peuvent s'ajouter le nom commercial et l'enseigne.
Fonds de roulement	Ressources stables - Emplois stables : Part de ressources durables consacrée au financement de l'actif circulant - Calcul : Ressources stables = capitaux propres + Autres fonds propres + provisions pour risques et charges + Emprunts et dettes + Amortissements et provisions de l'actif + Comptes de régularisation passif ; - Emplois stables : Actif immobilisé brut + Capital souscrit non appelé + Comptes de régularisation actif sauf charges constatées d'avance
Frais de personnel	Salaires et traitements (rémunérations en espèces allouées aux salariés, avant déduction des cotisations et contributions sociales à la charge de ces derniers, dès l'instant où elles trouvent leur origine dans le contrat de travail, et même si du point de vue fiscal ces sommes n'ont pas le caractère de salaires) + Charges sociales (part patronale seulement lorsque les cotisations comprennent également une part salariale : les cotisations aux caisses de sécurité sociale (régime général ou régimes spéciaux)) ; - les cotisations aux mutuelles et aux caisses de retraites ; - les cotisations d'assurance chômage ; - l'« abondement », c'est-à-dire notamment la participation de l'employeur au plan d'épargne de l'entreprise sous forme de versements complémentaires ou au titre de l'actionnariat ; - les frais relatifs aux œuvres sociales (frais de cantine, allocation-logement...) et les cotisations personnelles de l'exploitant individuel

Immobilisations corporelles	Actifs physiques destinés à être utilisés durablement par l'entreprise comme moyens de production à la clôture de l'exercice, évalués à leur valeur brute comptable ; par extension, ils incluent les avances et acomptes versés sur commandes d'actifs corporels. Ils comprennent les terrains (y compris les agencements et aménagements des terrains), les constructions, les installations techniques, matériel et outillage industriels, les autres immobilisations corporelles et les immobilisations en cours.
Immobilisations corporelles : avances et acomptes	Immobilisations brutes non terminées à la clôture de l'exercice. Il s'agit d'immobilisations résultant de travaux de plus ou moins longue durée confiés à des tiers ; Les montants versés à titre d'avances à la commande et d'acomptes représentant des règlements partiels sont donc portés dans ce compte : avances et acomptes.
Immobilisations corporelles : constructions	Montant brut comprenant essentiellement : les bâtiments, les installations, agencements, aménagements et les ouvrages d'infrastructure, c'est-à-dire les ouvrages destinés à assurer les communications sur terre, sous terre, par air et par eau, ainsi que les barrages pour la retenue des eaux et les pistes d'aérodromes. Y figurent également les constructions édifiées sur sol d'autrui.
Immobilisations corporelles : installations techniques, matériel et outillage industriels	Ce compte contient les installations complexes spécialisées, les installations à caractère spécifique, le matériel industriel, l'outillage industriel ainsi que les agencements et aménagements relatifs à ces biens. (valeur brute)
Immobilisations corporelles : terrains	Valeur des terrains dont l'entreprise est propriétaire. Une distinction doit être faite en fonction du critère de la nature élémentaire des immobilisations : les terrains nus (sans construction), les terrains aménagés, c'est-à-dire viabilisés, les sous-sols et sur-sols (termes utilisés quand l'entreprise n'est pas propriétaire des trois éléments attachés à une même parcelle de terrain : sol, sous-sol, sur-sol), les terrains de gisement (tels que les carrières) qui sont seuls amortissables, les terrains bâtis (supportant une ou plusieurs constructions)
Immobilisations corporelles : terrains (valeur brute en fin d'exercice)	Valeur brute en fin d'exercice de l'évolution des terrains entre l'ouverture et la clôture de l'exercice, évolution résultant des augmentations (réévaluations, acquisitions, créations...) et des diminutions (cessions, mises au rebut...).
Immobilisations corporelles : terrains, au début de l'exercice	Montant des terrains à leur valeur d'origine ou réévaluées lors d'un exercice antérieur ou encore les valeurs qui résultent du passage aux nouvelles règles comptables en 2005 ; les valeurs réévaluées sont indiquées pour leur montant brut. Ce montant correspond à la valeur brute des terrains en fin d'exercice de l'exercice précédent. Il s'agit de terrains dont l'entreprise est propriétaire
Immobilisations corporelles (amortissements)	Montant cumulé en fin d'exercice de la répartition du montant amortissable des immobilisations corporelles selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de son utilisation (PCG art. 322-1). Le montant amortissable d'une immobilisation corporelle est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle. C'est aux caractéristiques propres de l'entreprise qu'il convient de se référer pour déterminer la durée et le mode d'amortissement. Contient également les dépréciations relatives aux éléments des immobilisations corporelles présentées de manière détaillée dans un tableau séparé intitulé « Tableau des dépréciations ».
Immobilisations corporelles en cours	Immobilisations brutes non terminées à la clôture de l'exercice. Il s'agit d'immobilisations créées par l'entreprise, grâce à ses propres moyens ; leur évaluation doit correspondre à leur coût
Immobilisations financières	Ensemble d'immobilisations à la clôture de l'exercice constitué des créances et des titres suivants :- participations, c'est à dire droits dans le capital d'autres entreprises, matérialisés ou non par des titres, destinés à contribuer utilement à l'activité de l'entreprise détentrice, - créances rattachées à des participations, tels les prêts consentis à des sociétés prises en participation, - titres immobilisés autres que les titres de participation, représentatifs de parts de capital ou de placements à long terme, - prêts proprement dits correspondant aux fonds versés à des tiers en vertu de dispositions contractuelles à charge pour ces derniers de les rembourser aux dates convenues, - dépôts et cautionnements, c'est à dire sommes remises à des tiers à titre de garantie qui restent indisponibles jusqu'à la réalisation de condition suspensive.
Immobilisations financières	Les participations (valeur brute) sont constituées par les droits dans le capital d'autres entreprises, matérialisés ou non par des titres, qui, en créant un lien durable avec celles-ci, sont destinés à contribuer à l'activité de la société détentrice. Les titres de participation sont les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres et d'en assurer le contrôle. Participations évaluée selon la méthode de mise en équivalence + Créances rattachées à des participations + Autres titres immobilisés + Prêts + Autres immobilisations financières
Immobilisations financières : autres participations	Les autres formes de participation (valeur brute) regroupent pour l'essentiel : les participations dans les sociétés immobilières de copropriété, les participations dans les GIE et GEIE ou dans une société en participation et l'excédent des actifs sur les passifs remis en fiducie (Le contrat de fiducie permet au ou, aux titulaires d'un droit, d'un bien ou d'un patrimoine, dits "les constituants", de transférer à une ou d'autres personnes dits le ou les "fiduciaires", la propriété de tout ou partie de ses droits du ou des constituants à un ou plusieurs "bénéficiaires", pour réaliser un objet conventionnellement défini)

Immobilisations financières : autres titres immobilisés	Montant comptabilisant les titres (valeur brute) autres que les titres de participation que l'entreprise n'a pas l'intention ou la possibilité de revendre à bref délai ; ils sont représentatifs de parts de capital ou de placements à long terme. Montant comptabilisant également les titres immobilisés de l'activité de portefeuille ».
Immobilisations financières : participations évaluées suivant méthode mise en équivalence	Titres de participation évalués par équivalence regroupés pour la quote-part des capitaux propres que ces titres représentent. Cette méthode est réservée aux sociétés établissant des comptes consolidés pour les titres de sociétés qu'elles contrôlent de manière exclusive.
Immobilisations financières (amortissements)	Montant cumulé en fin d'exercice de la répartition du montant amortissable des immobilisations financières selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de son utilisation (PCG art. 322-1). Le montant amortissable d'une immobilisation financière est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle. C'est aux caractéristiques propres de l'entreprise qu'il convient de se référer pour déterminer la durée et le mode d'amortissement. Contient également les dépréciations relatives aux immobilisations financières et présentées de manière détaillée dans un tableau séparé intitulé « Tableau des dépréciations ».
Immobilisations incorporelles	Actifs immatériels non financiers détenus par l'entreprise à la clôture de l'exercice, évalués à leur valeur brute comptable. Ils comprennent le fonds commercial et les autres immobilisations incorporelles (Frais d'établissement, frais de développement, concessions, brevets, avances et acomptes sur immobilisations incorporelles).
Immobilisations incorporelles amortissements et provisions pour dépréciations	Montant cumulé en fin d'exercice de la répartition du montant amortissable des immobilisations incorporelles selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de son utilisation (PCG art. 322-1). Le montant amortissable d'une immobilisation incorporelle est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle. C'est aux caractéristiques propres de l'entreprise qu'il convient de se référer pour déterminer la durée et le mode d'amortissement. Contient également les dépréciations relatives aux éléments des immobilisations incorporelles présentées de manière détaillée dans un tableau séparé intitulé « Tableau des dépréciations ».
Impôts sur les bénéfices	Montant concernant les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés. On y trouve le montant de cet impôt et, le cas échéant, de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés. Les sommes mentionnées sur cette ligne sont réintégrées dans le résultat fiscal. C'est également sur cette ligne que devraient figurer les dégrèvements ou les rappels d'impôts sur les bénéfices au titre des exercices antérieurs.
Intensité capitalistique	Rapport entre les immobilisations corporelles et l'effectif en fin d'exercice et l'effectif salarié en équivalent temps plein
Investissements corporels bruts hors apport	(total des augmentations des immobilisations corporelles, consécutives à des acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste) - (total des diminutions par virements de poste à poste des immobilisations corporelles) - (apports reçus nets d'amortissements)
Investissement total hors apport net d'amortissements	Total des augmentations par réévaluations, acquisitions, créations apports - diminution par virement de poste à poste et par cessions à des tiers (nets d'amortissements s'y rapportant) - investissements reçus par voie d'apport + cessions à des tiers par voie d'apport (nets d'amortissements)
Levier financier	Rapport entre les apports extérieurs et stables et les apports internes -Le ratio de levier se calcule en rapportant les emprunts et dettes assimilées sur les capitaux propres et les autres fonds propres.
Marge commerciale	Marge commerciale = Ventes nettes de marchandises - Coût d'achat des marchandises vendues. La marge commerciale est aussi appelée marge brute et concerne uniquement les entreprises commerciales (activité principale) ou celles ayant une activité commerciale (activité secondaire), Elle mesure les ressources d'exploitation de l'entreprise. C'est un indicateur permettant de suivre l'évolution d'une politique commerciale
Marge d'autofinancement	Part de la valeur ajoutée disponible pour le financement des investissements, le remboursement des emprunts, l'augmentation du fonds de roulement et la rémunération des associés. La marge d'autofinancement se calcule en rapportant la capacité d'autofinancement à la valeur ajoutée brute (au coût des facteurs).
Nombre d'entreprises	Il s'agit du nombre total d'entreprises du secteur exerçant toujours une activité. Sont donc exclues les entreprises en cessation (sans activité au cours de l'exercice), les entreprises hors champ et les entreprises en sommeil. Les entreprises récemment créées n'ayant pas encore clos leur premier exercice sont également exclues.
Opérations en commun : bénéfice attribué ou perte transférée	Résultat des opérations réalisées dans le cadre de sociétés en participation. Quote-part de résultat sur opérations faites en commun qui représente pour l'entité non gérante sa participation aux bénéfices. La quote-part de résultat sur opérations faites en commun représente pour l'entité gérante le montant des pertes mises à la charge des associés non gérants (venant en diminution de leur bénéfice d'exploitation)

Opérations en commun : perte supportée ou bénéfice transféré	Résultat des opérations réalisées dans le cadre de sociétés en participation. Quote-part de résultat sur opérations faites en commun qui représente pour l'entité non gérante sa participation aux pertes. La quote-part de résultat sur opérations faites en commun représente pour l'entité gérante le montant des bénéfices répartis aux associés non gérants (venant en augmentation de leur bénéfice d'exploitation).
Part des frais de personnel : Frais de personnel/Valeur ajoutée	Part de la rémunération du travail salarié dans la valeur ajoutée = Frais de personnel (salaires et traitements+charges sociales /Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (VABCF).
Participation des salariés au résultat de l'entreprise	Montant représentant les sommes attribuées au cours de l'exercice en application de la réglementation concernant la participation des salariés aux résultats de l'entreprise.
Production totale	La production de l'exercice ne concerne que les entreprises de production. Elle évalue le niveau d'activité de production de l'entreprise. Elle représente l'ensemble de l'activité de production de la période. Elle est constituée : de la production vendue de biens et services (France et exportations), de la production stockée (variation des stocks de ventes (SF-SI)), de la production immobilisée (celle que l'entreprise a fabriquée pour elle-même).
Production vendue de biens et services	Production vendue de biens : Montant des ventes des biens produits ou transformés par l'entreprise, fourniture de logement, travaux effectués par les entreprises qui fournissent à la fois de la main-d'oeuvre, matériaux ou matières premières entrant à titre principal dans les ouvrages exécutés, produits résiduels accessoires. Production vendue de services : travaux, études et prestations de services exécutés, comprenant le cas échéant les produits des activités annexes (services exploités dans l'intérêt du personnel, commissions et courtages, locations diverses, mises à disposition de personnel facturées, ports et frais accessoires facturés, boni sur reprises d'emballages consignés...). Montant France + Exportations
Produit brut courant avant impôt (PBCAI)	Le PBCAI est égal à l'Excédent brut d'exploitation+opérations en commun (bénéfice attribué)-opérations en commun (Perte supportée) majoré des produits financiers (produits financiers de participations + produits des autres valeurs mobilières, créances de l'actif immobilisé, autres intérêts et produits assimilés) et minoré des charges financières (Intérêts et charges assimilées)
Produits constatés d'avance	Montant des produits perçus ou comptabilisés avant que les prestations ou les fournitures qui les justifient aient été effectuées ou fournies ; l'inscription au passif du bilan constate la dette en nature correspondante.
Produits d'exploitation : autres produits	Produits d'exploitation qui, en raison de leur nature, n'ont pu être mentionnés dans les autres comptes de produits. Exemple : redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs assimilés ; jetons de présence ; loyers des immeubles non affectés aux activités professionnelles
Produits d'exploitation : production immobilisée	Coût des travaux réalisés par l'entreprise pour elle-même. S'agissant de l'évaluation des immobilisations créées par l'entreprise, les intérêts des capitaux empruntés pour financer la fabrication d'une immobilisation éligible peuvent être inclus dans le coût de production lorsqu'ils concernent la période de fabrication
Produits d'exploitation : production stockée	Variation globale qui affecte, entre le début et la fin de l'exercice, le niveau des stocks de biens produits par l'entreprise (produits intermédiaires, produits finis et produits résiduels) et celui des en-cours de production de biens et de services, y compris en cas de variation négative (« dé-stockage »). Ce solde vient donc augmenter (cas de production stockée) ou diminuer (cas de déstockage) les produits d'exploitation ;
Produits d'exploitation : reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	Réductions de dépréciations ou de provisions antérieurement constituées par des dotations d'exploitation et les charges d'exploitation portées à l'actif du bilan en vue de leur étalement, notamment les frais d'émission des emprunts répartis conformément aux dispositions de l'article 39-1-1° quater du CGI . Ne sont à porter sur cette ligne que les reprises sur charges calculées d'exploitation
Produits d'exploitation : subventions d'exploitation	Montant comptabilisant les subventions qui ont été accordées par l'État, les collectivités publiques ou les tiers, et qui ne sont ni des subventions d'investissement que l'entreprise a choisi d'étaler, ni des subventions d'équilibre, dès l'instant qu'elles sont comprises dans les recettes de l'exercice au cours duquel elles sont définitivement acquises à l'entreprise.
Produits des autres valeurs mobilières, autres intérêts et produits assimilés	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (produits des immobilisations financières autres que ceux provenant des titres de participation ou des créances rattachées à des participations)+ Autres intérêts et produits assimilés (intérêts des prêts et des comptes courants débiteurs, les revenus tirés des comptes en banque, les escomptes obtenus des fournisseurs, les produits des obligations et les produits réalisés sur le MATIF)
Produits exceptionnels sur opérations en capital	Montant incluant la fraction des subventions d'investissement rapportée au résultat de l'exercice, les produits bruts des cessions d'éléments de l'actif immobilisé et, les produits de constitution ou de liquidation des fiducies
Produits financiers de participations	Produits isolés des autres produits financiers en raison du régime fiscal spécifique dont peuvent bénéficier les sociétés mères pour les produits qu'elles reçoivent de leurs filiales (produits de la fiducie, résultat de la période, revenus sur autres formes de participation, revenus des créances rattachées à des participations).

Produits financiers des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	Produits des revenus des titres immobilisés, prêts et revenus des créances immobilisées.
Provisions pour dépréciation des en-cours de production de services	Provisions cumulées pour dépréciations de stocks : en cours de production de services (Études en cours, Prestations de services en cours). Ce sont des services en cours de formation au travers d'un processus de production ; il s'agit en principe des travaux inachevés à la clôture de l'exercice et qui n'ont pas fait l'objet d'une réception provisoire ou n'ont pas été mis à la disposition du maître d'oeuvre.
Provisions pour dépréciation des stocks de produits intermédiaires et finis	Montant cumulé des provisions pour dépréciations de stocks produits intermédiaires et finis. (c'est à dire les produits qui ont atteint un stade d'achèvement et destinés à entrer dans une nouvelle phase du cycle de production (produits intermédiaires) ou qui ont atteint un stade d'achèvement définitif dans le cycle de production (produits finis) et les produits résiduels de fabrication)
Provisions pour dépréciations créances rattachées à participations + prêts + autres immo. Financières	Provisions pour dépréciations des créances rattachées à des participations + prêts + autres immobilisations financières.
Provisions pour dépréciations de stocks de matières premières et approvisionnements	Provisions pour dépréciations cumulées et résultant de la comparaison entre la valeur d'entrée des stocks de matières premières et approvisionnements et leur valeur actuelle, lorsque cette dernière est plus basse.
Provisions pour dépréciations des autres titres immobilisés	Provisions pour dépréciations cumulées des titres autres que les titres de participation que l'entreprise n'a pas l'intention ou la possibilité de revendre à bref délai ; ils sont représentatifs de parts de capital ou de placements à long terme. Ce montant comprend également les « Titres immobilisés de l'activité de portefeuille ».
Provisions pour dépréciations des en cours de production de biens	Provisions pour dépréciations de stocks : en cours de production de biens . Ce sont les biens en cours de formation au travers d'un processus de production ; il s'agit en principe des travaux inachevés à la clôture de l'exercice et qui n'ont pas fait l'objet d'une réception provisoire ou n'ont pas été mis à la disposition du maître d'oeuvre.
Provisions pour dépréciations participations évaluées suivant méthode mise en équivalence	Montant cumulé des provisions pour dépréciations constatée sur les titres pour lesquels la méthode de l'évaluation par équivalence est retenue
Provisions pour dépréciations sur immobilisations financières : autres participations	Provisions cumulées pour dépréciation des autres formes de participation qui regroupent pour l'essentiel : les participations dans les sociétés immobilières de copropriété ; les participations dans les GIE et GEIE ou dans une société en participation ; l'excédent des actifs sur les passifs remis en fiducie
Provisions pour risques et charges	Passifs dont l'échéance ou montants non fixés de façon précise. Prélèvements sur les ressources pour couvrir des risques (litiges, garanties données, etc.) et des charges (pensions, grosses réparations, etc.) nettement précisés quant à leur objet que des événements survenus ou en cours rendent probables.
Provisions réglementées	"Provisions" ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application des textes fiscaux. Entrent dans cette catégorie : les provisions pour investissement (participation des salariés), pour implantation d'entreprises à l'étranger, pour hausse des prix, etc. Les amortissements dérogatoires, c'est à dire les amortissements ne correspondant pas à une perte de valeur réelle mais enregistrés en application de règles fiscales, figurent dans cette catégorie.
Provisions sur autres créances	Montant cumulé des provisions pour dépréciation correspondant à des réductions de valeur estimées à la fin de l'exercice - non nécessairement irréversibles - d'éléments d'actif qui, en raison de leur destination ou de leur nature, n'ont pas vocation à rester durablement dans l'entreprise. Ces réductions de valeur peuvent affecter les autres créances.
Provisions sur charges constatées d'avance	Montant cumulé des provisions pour dépréciation correspondant à des réductions de valeur estimées à la fin de l'exercice - non nécessairement irréversibles - d'éléments d'actif qui, en raison de leur destination ou de leur nature, n'ont pas vocation à rester durablement dans l'entreprise. Ces réductions de valeur peuvent affecter les charges constatées d'avance
Provisions sur créances : clients et comptes rattachés	Montant cumulé des provisions pour dépréciation correspondant à des réductions de valeur estimées à la fin de l'exercice - non nécessairement irréversibles - d'éléments d'actif qui, en raison de leur destination ou de leur nature, n'ont pas vocation à rester durablement dans l'entreprise. Ces réductions de valeur peuvent affecter les créances clients.
Provisions sur disponibilités	Montant cumulé des provisions pour dépréciation correspondant à des réductions de valeur estimées à la fin de l'exercice - non nécessairement irréversibles - d'éléments d'actif qui, en raison de leur destination ou de leur nature, n'ont pas vocation à rester durablement dans l'entreprise. Ces réductions de valeur peuvent affecter les disponibilités.
Provisions sur stocks : marchandises	Montant cumulé des provisions pour dépréciation correspondant à des réductions de valeur estimées à la fin de l'exercice - non nécessairement irréversibles - d'éléments d'actif qui, en raison de leur destination ou de leur nature, n'ont pas vocation à rester durablement dans l'entreprise.
Provisions sur stocks : matières premières, approvisionnements	Montant cumulé des provisions pour dépréciation correspondant à des réductions de valeur estimées à la fin de l'exercice - non nécessairement irréversibles - d'éléments d'actif qui, en raison de leur destination ou de leur nature, n'ont pas vocation à rester durablement dans l'entreprise. Ces réductions de valeur peuvent affecter les stocks de matières premières, approvisionnements, en cours de production.

Provisions sur valeurs mobilières de placement (dont actions propres)	Montant cumulé des provisions pour dépréciation correspondant à des réductions de valeur estimées à la fin de l'exercice - non nécessairement irréversibles - d'éléments d'actif qui, en raison de leur destination ou de leur nature, n'ont pas vocation à rester durablement dans l'entreprise. Ces réductions de valeur peuvent affecter les valeurs mobilières de placement.
Redevances de crédit-bail	Somme dues par l'utilisateur au titre de la période de jouissance et constituant des charges d'exploitation dans le cadre d'une location de biens en exécution de contrats de crédit-bail (moyen de financement des immobilisations donnant à l'utilisateur du bien - d'une part, un droit de jouissance - d'autre part, la possibilité d'acquérir le bien concerné soit en fin de contrat, soit au terme de périodes fixées à l'avance, moyennant le paiement du prix convenu).
Redevances pour concessions, licences, marques franchises	Représente les redevances qui ne sont pas considérées comme des consommations en provenance de tiers et viennent, pour le calcul des soldes intermédiaires de gestion, en aval de la valeur ajoutée.
Rentabilité brute des immobilisations corporelles	Mesure de la performance industrielle et/ou commerciale et/ou prestations de services d'une société donnée. Rentabilité économique industrielle en brut - Calcul : Excédent brut d'exploitation/Immobilisations corporelles brutes.
Rentabilité économique	Excédent brut d'exploitation / (immobilisations corporelles et incorporelles+ besoin en fonds de roulement)
Rentabilité financière	Résultat net comptable/Capitaux propres
Rentabilité globale	Mesure des performances industrielle et/ou commerciale et/ou prestations de services et financière d'une société donnée. Rentabilité économique "élargie" (exploitation+financière) en net d'amortissements et de provisions pour dépréciations des immobilisations - Calcul : Excédent brut d'exploitation + [Produits financiers de participation + Produits des autres valeurs mobilières (...)+ Autres intérêts et produits assimilés]/ Actif net (Total de l'actif brut - Total actif amortissements et provisions pour dépréciations)
Report à nouveau	de réserve ou par les pertes qui n'ont pas été compensées par des prélèvements opérés sur les bénéfices, les réserves ou le capital. Sont également à porter en "Report à nouveau" les impacts à l'ouverture des changements de méthode comptable.
Réserve légale	Fraction des bénéfices annuels devant obligatoirement être portée à un compte de réserve intitulé "Réserve légale" dans les sociétés par actions et les SARL
Résultat courant avant impôt	Il est égal au résultat d'exploitation majoré des produits financiers et minoré des charges financières + opérations en commun (bénéfice attribué) - opérations en commun (Perte supportée). Il mesure la performance de l'activité économique et financière de l'entreprise. Il est intéressant de le comparer au résultat d'exploitation pour analyser l'incidence de la politique financière sur la formation du résultat
Résultat d'exploitation	Montant représentant la différence entre le total des produits d'exploitation et le total des charges d'exploitation. Il mesure la performance industrielle et commerciale de l'entreprise, indépendamment de toute politique financière, fiscale, d'investissement, de distribution
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	Montant représentant la conséquence de l'activité de l'entreprise et également sa position (variation des éléments du patrimoine). Il traduit l'enrichissement ou l'appauvrissement de ces éléments combinés. Les règles commerciales et fiscales imposent la détermination d'un résultat par exercice indépendamment de l'achèvement des opérations. Il se calcule par la différence entre toutes les produits et toutes les charges de l'exercice. Il peut également se calculer ainsi : résultat d'exploitation+résultat financier+résultat exceptionnel+ ou - le résultat des opérations en commun -participation des salariés aux résultats de l'entreprise -impôts sur les bénéfices.
Résultat exceptionnel	Différence entre le total des produits exceptionnels et le total des charges exceptionnelles.
Résultat financier	Différence entre le total des produits financiers et le total des charges financières.
Stocks : en-cours de production de biens	Biens en cours de formation au travers d'un processus de production. Les productions de biens sont des produits ou des travaux en cours.(valeur brute)
Stocks : en-cours de production de services	Services en cours de formation au travers d'un processus de production. Les productions de services sont des études ou des prestations de services en cours. (valeur brute)
Stocks : marchandises	Biens et objets que l'entreprise achète pour revendre en l'état et qui existent en stock à la clôture de l'exercice (valeur brute)
Stocks : matières premières, approvisionnements	Valeur brute des éléments suivants : objets et substances plus ou moins élaborés destinés à entrer dans la composition des produits traités ou fabriqués (matières premières et fournitures), ainsi que les autres approvisionnements (matières consommables et fournitures consommables) c'est à dire les objets et substances plus ou moins élaborés, consommés au premier usage ou rapidement et qui concourent au traitement, à la fabrication ou à l'exploitation sans entrer dans la composition des produits traités ou fabriqués (matières et fournitures consommables).
Stocks : produits intermédiaires et finis	Montant brut des produits qui ont atteint un stade d'achèvement mais qui sont destinés à entrer dans une nouvelle phase du cycle de production (produits intermédiaires) ou qui ont atteint un stade d'achèvement définitif dans le cycle de production (produits finis). Il peut également s'agir des produits résiduels de fabrication.

Stocks (matières premières, en-cours de production, approvisionnements, produits intermédiaires, finis)	Ensemble des matières premières, des matières et fournitures consommables, des productions en cours, des produits intermédiaires, des produits finis, des produits résiduels et des emballages non destinés à être récupérés, qui sont la propriété de l'entreprise à la date de l'inventaire et dont la vente en l'état ou au terme d'un processus de production à venir ou en cours permet la réalisation d'un bénéfice d'exploitation
Subventions d'investissement	Aides reçues par l'entreprise pour acquérir ou créer des immobilisations ou financer des activités à long terme.
Taux d'autofinancement	Capacité d'autofinancement / investissements corporels bruts hors apport
Taux d'endettement	Taux mesurant la part des dettes dans les ressources totales de l'entreprise - Calcul : Emprunts et dettes assimilées/Total passif.
Taux d'exportation	CA à l'export / CA
Taux d'intérêt apparent	Taux d'intérêt moyen payé sur les dettes financières - Calcul : Intérêts et charges assimilées/Emprunts et dettes assimilées.
Taux de couverture des valeurs immobilisées	Taux mesurant la part des ressources stables qui financent les immobilisations - Calcul : Ressources stables (Capitaux propres + Autres fonds propres + Provisions pour risques et charges + Emprunts et dettes assimilées) + Total actif amortissements et provisions/ Total des immobilisations brutes:
Taux de marge brute	Taux mesurant la capacité de l'entreprise à générer une rentabilité à partir du chiffre d'affaires- Calcul : Excédent brut d'exploitation (EBE)/Chiffre d'affaires (CA).
Taux de marge commerciale	Rapport de la marge commerciale au coût d'achat des marchandises
Taux de marge d'exploitation	Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes
Taux de prélèvement financier	Taux mesurant le poids de l'endettement de la société - Calcul : Intérêts et charges assimilés/Excédent brut d'exploitation.
Taux de rentabilité économique	Excédent Brut d'Exploitation / (immobilisations + Besoin en Fond de Roulement)
Taux de valeur ajoutée	Taux mesurant le taux d'intégration de la société dans le processus de production ainsi que le poids des charges externes - Calcul : Valeur ajoutée hors taxes/Chiffre d'affaires
Taux investissement	Part de la valeur ajoutée consacré à l'investissement corporel (hors apports reçus des autres sociétés)/Valeur ajoutée hors taxes
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	Taxe intérieure sur les produits pétroliers
Total amortissements immobilisations corporelles fin de l'exercice	Total des amortissements à la fin de l'exercice des immobilisations corporelles et égal au montant des amortissements du début de l'exercice majoré des augmentations minoré des diminutions.
Total amortissements sur immobilisations amortissables début d'exercice	Montant total des amortissements cumulés et relatifs aux immobilisations incorporelles et corporelles au début d'exercice. Ce montant a pu, le cas échéant être réévalué, des amortissements pratiqués au cours des exercices antérieurs. Ce montant a pu être réestimé lors du passage aux nouvelles règles comptables relatives aux amortissements et aux actifs. Ce montant reprend ceux qui ont été inscrits dans la dernière colonne « Montant des amortissements à la fin de l'exercice » de l'exercice précédent.
Total amortissements sur immobilisations amortissables fin d'exercice	Montant total des amortissements cumulés et relatifs aux immobilisations incorporelles et corporelles de fin d'exercice. Les amortissements de la fin de l'exercice sont égaux au montant des amortissements du début de l'exercice plus les augmentations, moins les diminutions.
Total amortissements, dépréciations immobilisations incorporelles, autres que fonds commercial	Montant incluant les amortissements et provisions pour dépréciation cumulés sur les frais d'établissements, frais de développement, concessions, brevets et droits similaires et autres immobilisations incorporelles.
Total augmentations par acquisitions, créations apports, virements poste à poste immo. Corporelles	Total des augmentations des immobilisations corporelles, consécutives à des acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste. En ce qui concerne les immobilisations créées par l'entreprise, il s'agit de dépenses passées au cours de l'exercice aux différents comptes d'immobilisations soit directement, soit par le crédit du compte des immobilisations en cours. Quant aux immobilisations apportées à l'entreprise, elles sont inscrites pour leur valeur d'apport qui est en principe égale à la valeur réelle des actions ou des parts remises à l'apporteur. Ce total contient également les immobilisations résultantes d'un renouvellement de composant
Total augmentations par acquisitions, créations, apports, virements de poste à poste	Total des augmentations des immobilisations incorporelles, incorporelles et financières, consécutives à des acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste. En ce qui concerne les immobilisations créées par l'entreprise, il s'agit des dépenses passées au cours de l'exercice aux différents comptes d'immobilisations soit directement, soit par le crédit du compte des immobilisations en cours. Quant aux immobilisations apportées à l'entreprise, elles sont inscrites pour leur valeur d'apport qui est en principe égale à la valeur réelle des actions ou des parts remises à l'apporteur. Ce total contient également les immobilisations résultantes d'un renouvellement de composant
Total augmentations par acquisitions, créations, apports, virements de poste à poste immo. Financières	Total des augmentations des immobilisations financières (participations, participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence, autres participations, créances rattachées à des participations, autres titres) immobilisés par acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste

Total augmentations par réévaluation immobilisations financières ou résultant d'une mise en équivalence	Total des augmentations par réévaluation des immobilisations financières au cours de l'exercice des entreprises qui ont opté pour l'évaluation par équivalence de certains titres de participation. Pour les titres évalués par équivalence, les augmentations de valeurs correspondent à la différence entre la valeur d'équivalence et la valeur d'origine (ou la valeur d'équivalence de l'exercice précédent).
Total de l'actif circulant y compris charges constatées d'avance	Ensemble des actifs évalués à leur valeur brute correspondant à des éléments du patrimoine qui, en raison de leur destination ou de leur nature, n'ont pas vocation à rester durablement dans l'entreprise. Il est composé des stocks de matières premières, approvisionnements et en-cours de production de biens et de services, des stocks de marchandises, des avances et acomptes versés sur commandes, des créances clients, autres créances et comptes rattachés, des valeurs mobilières de placement, des disponibilités ; s'y ajoutent les comptes de régularisation composés des charges constatées d'avance, des charges à répartir sur plusieurs exercices, des primes de remboursement des obligations et des écarts de conversion actif.
Total de l'actif immobilisé	Ensemble des éléments destinés à servir de façon durable à l'activité de l'entreprise constitutif de l'actif immobilisé. Il est composé des éléments suivants, évalués à la valeur brute comptable :- immobilisations incorporelles et corporelles d'une part ; immobilisations financières d'autre part.
Total des amortissements et provisions de l'actif circulant (+ charges constatées d'avance)	Montant cumulé des amortissements et provisions pour dépréciation de l'actif circulant, calculés pour constater - d'une part la réduction de valeur des éléments d'actif engagés dans la production pour une durée supérieure à l'année, par suite d'usure et d'obsolescence (amortissements pour dépréciation) - d'autre part pour enregistrer les pertes de valeur probables sur les biens en stocks ou les créances, dues à des circonstances extérieures (mouvements de prix du marché, défaillance d'un débiteur, etc.). (provisions pour dépréciation correspondant à des moins-values qui ne sont pas nécessairement irréversibles).
Total des amortissements et provisions de l'actif immobilisé	Montant cumulé des amortissements et provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé, calculé pour constater - d'une part la réduction de valeur des éléments d'actif engagés dans la production pour une durée supérieure à l'année, par suite d'usure et d'obsolescence (amortissements pour dépréciation) - d'autre part pour enregistrer les pertes de valeur probables sur les biens en stocks ou les créances, dues à des circonstances extérieures (mouvements de prix du marché, défaillance d'un débiteur, etc.). (provisions pour dépréciation correspondant à des moins-values qui ne sont pas nécessairement irréversibles).
Total des amortissements sur immobilisations corporelles début d'exercice	Montant total, le cas échéant réévalué, des amortissements pratiqués au cours des exercices antérieurs sur les immobilisations corporelles. Ce montant doit être identique à celui inscrit dans le tableau des amortissements à la fin de l'exercice de l'exercice précédent.
Total des augmentations des amortissements des immobilisations corporelles	Montant incluant les augmentations (dotations de l'exercice) d'amortissements des terrains, constructions, installations techniques, matériel et outillage industriels, installations générales, agencements et aménagement divers, matériel de transport et autres immobilisations corporelles.
Total des augmentations des amortissements sur immobilisations	Montant cumulé des augmentations (dotations de l'exercice) d'amortissements relatifs aux immobilisations incorporelles et corporelles
Total des augmentations par réévaluation des immobilisations	Total des augmentations par réévaluation libre des immobilisations au cours de l'exercice ou qui ont opté pour l'évaluation par équivalence de certains titres de participation. Les augmentations de valeurs sont égales, pour chaque catégorie d'immobilisations, à la différence entre la valeur brute réévaluée et la valeur d'origine (ou la valeur réévaluée lors d'un exercice antérieur). Pour les titres évalués par équivalence, les augmentations de valeurs correspondent à la différence entre la valeur d'équivalence et la valeur d'origine (ou la valeur d'équivalence de l'exercice précédent).
Total des augmentations par réévaluation des immobilisations corporelles	Total des augmentations par réévaluation des immobilisations corporelles au cours de l'exercice. Les augmentations de valeurs sont égales, pour cette catégorie d'immobilisations, à la différence entre la valeur brute réévaluée et la valeur d'origine (ou la valeur réévaluée lors d'un exercice antérieur).
Total des charges d'exploitation	Total des charges liées à l'exercice de l'activité professionnelle normale et courante de l'entreprise (achat et variation de stocks de marchandises, achats de matières premières et variation de stocks de matières premières, autres achats et charges externes, impôts et taxes, salaires et traitements, charges sociales, dotations aux amortissements et aux provisions et autres charges).
Total des charges exceptionnelles	Charges et pertes provenant de circonstances inhabituelles comprenant : - Charges exceptionnelles sur opération de gestion : pertes sur créances irrécouvrables, pénalités, amendes fiscales, rappels d'impôts - Charges exceptionnelles sur opération en capital : valeur nette comptable des éléments de l'actif immobilisé cédés durant l'exercice et les charges de constitution ou de liquidation des fiducies
Total des charges financières	Charges et pertes trouvant leur origine dans la politique de financement et de placement de l'entreprise (intérêts et charges assimilées, pertes de change, dotations aux provisions concernant des éléments financiers...).

Total des diminution par virements de poste à poste des immobilisations	Montant cumulé des diminutions des immobilisations incorporelles, corporelles, financières par virements de poste à poste. Ce montant concerne principalement les immobilisations sorties du poste « Immobilisations en cours » par virement à un autre poste d'immobilisations, mais il peut également s'agir d'immobilisations reclassées d'un compte d'immobilisation à un autre compte d'immobilisation au cours de l'exercice.
Total des diminutions des amortissements des immobilisations	Montant total des diminutions (reprises de l'exercice) d'amortissements incluant le total des diminutions des amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles
Total des immobilisations corporelles (valeur brute en fin d'exercice)	Montant cumulé brut en fin d'exercice de l'évolution du total des immobilisations corporelles entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (évolution résultant des augmentations (réévaluations, acquisitions, créations...) et des diminutions (cessions, mises au rebut...)).
Total des immobilisations corporelles, au début de l'exercice	Montant total brut des immobilisations corporelles des valeurs d'origine ou réévaluées lors d'un exercice antérieur ou encore les valeurs qui résultent du passage aux nouvelles règles comptables en 2005 ; les valeurs réévaluées sont indiquées pour leur montant brut. Il s'agit des terrains, constructions, installations techniques, matériel et outillage industriels, autres immobilisations corporelles, immobilisations en cours et des avances et acomptes sur immobilisations corporelles. Ce montant correspond à la valeur brute des immobilisations en fin d'exercice de l'exercice précédent.
Total des immobilisations financières (valeur brute en fin d'exercice)	Montant cumulé brut en fin d'exercice de l'évolution des immobilisations financières entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (évolution résultant des augmentations (réévaluations, acquisitions, créations...) et des diminutions (cessions, mises au rebut...)).
Total des immobilisations financières, au début de l'exercice	Montant total des immobilisations financières des valeurs d'origine ou réévaluées lors d'un exercice antérieur ou encore les valeurs qui résultent du passage aux nouvelles règles comptables en 2005 ; les valeurs réévaluées sont indiquées pour leur montant brut. Il s'agit des participations, autres participations, créances rattachées à des participations, autres titres immobilisés, prêts, autres immobilisations financières. Ce montant correspond à la valeur brute des immobilisations en fin d'exercice de l'exercice précédent.
Total des immobilisations incorporelles brutes, autres que le fonds commercial	Montant brut incluant les frais d'établissements, frais de développement, concessions, brevets droits similaires et autres immobilisations incorporelles
Total des immobilisations incorporelles, à la fin l'exercice	Montant cumulé (valeur brute) en fin d'exercice de l'évolution du total des immobilisations incorporelles entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (évolution résultant des augmentations (réévaluations, acquisitions, créations...) et des diminutions (cessions, mises au rebut...)). Ce montant doit être concordant avec celui du total figurant à l'actif brut des des immobilisations incorporelles.
Total des immobilisations incorporelles, au début de l'exercice	Montant total brut des immobilisations incorporelles des valeurs d'origine ou réévaluées lors d'un exercice antérieur ou encore les valeurs qui résultent du passage aux nouvelles règles comptables en 2005 ; les valeurs réévaluées sont indiquées pour leur montant brut. Il s'agit des frais d'établissement, frais de recherche et développement, concessions, brevets et droits similaires, fonds commercial, autres immobilisations incorporelles et des avances et acomptes sur immobilisations incorporelles. Ce montant correspond à la valeur brute des immobilisations en fin d'exercice de l'exercice précédent.
Total des immobilisations, au début de l'exercice	Montant brut total des immobilisations incorporelles+ corporelles + financières des valeurs d'origine ou réévaluées lors d'un exercice antérieur ou encore les valeurs qui résultent du passage aux nouvelles règles comptables en 2005 ; les valeurs réévaluées sont indiquées pour leur montant brut. Ce montant correspond à la valeur brute des immobilisations incorporelles+ corporelles + financières en fin d'exercice de l'exercice précédent.
Total des produits d exploitation	Chiffres d'affaires net (ventes de marchandises + production vendue de biens et services) + production stockée + production immobilisée + subventions d'exploitation + reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges + autres produits. Montants France + Exportations
Total des produits exceptionnels	Produits provenant de circonstances inhabituelles comprenant : - Produits exceptionnels sur opération de gestion : rentrées sur créances amorties, subventions d'équilibre, dégrèvement d'impôts - Produits exceptionnels sur opération en capital : produits des cessions d'éléments d'actif immobilisé, les quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice les produits de constitution ou de liquidation des fiducies
Total des produits financiers	Produits et profits qui trouvent leur origine dans la politique de financement et de placement de l'entreprise (intérêts reçus, produits des participations, gains de change, reprises sur provisions, etc.).
Total diminutions amortissements sur immobilisations corporelles amortissables	Total des sorties des amortissements des immobilisations ou de leurs composants (cession ou mise au rebut) de l'exercice. Le montant des amortissements pour dépréciation antérieurement comptabilisé est également compté dans ce montant. Il en est de même des reprises sur amortissements qui peuvent, dans des cas exceptionnels, être pratiquées.
Total diminutions immobilisations corporelles par cessions, mises hors services ou une mise en équivalence	Total des immobilisations corporelles sorties de l'actif par suite de cession à des tiers ou de mise hors service

Total diminutions immobilisations financières résultant d'une mise en équivalence	Total des titres de participation évalués par équivalence sortis de l'actif. Les diminutions correspondent à la différence entre la valeur d'origine (ou la valeur d'équivalence de l'exercice précédent) et la valeur d'équivalence
Total diminutions par virements de poste à poste des immobilisations corporelles	Montant total des immobilisations corporelles sorties du poste « Immobilisations en cours » par virement à un autre poste d'immobilisations, mais il peut également s'agir d'immobilisations reclassées d'un compte d'immobilisation à un autre compte d'immobilisation au cours de l'exercice.
Total diminutions par virements de poste à poste des immobilisations financières	Montant total des immobilisations financières (créances et titres) hors diminution résultant d'une mise en équivalence
Total diminutions suite cessions à tiers, mises HS ou résultant mise en équivalence	Total des immobilisations incorporelles, corporelles et financières sorties de l'actif par suite de cession à des tiers ou de mise hors service
Total exportations et livraisons intracommunautaires	Montant du chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise, dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante, avec des tiers à l'étranger. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de production vendue de biens et de services.
Total général des immobilisations (valeur brute en fin d'exercice)	Montant cumulé brut en fin d'exercice de l'évolution du total des immobilisations incorporelles, corporelles et financières entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (évolution résultant des augmentations (réévaluations, acquisitions, créations...) et des diminutions (cessions, mises au rebut...)). Il y a concordance de ce montant avec le total des montants inscrits à l'actif du bilan "total de l'actif immobilisé"
Total passif	Ensemble constitué des capitaux propres et autres fonds propres, des provisions pour risques et charges, des dettes ainsi que des produits constatés d'avance et autres comptes de régularisation.
Total production vendue de biens	Montant des ventes des biens produits ou transformés par l'entreprise, fourniture de logement, travaux effectués par les entreprises qui fournissent à la fois de la main-d'oeuvre, matériaux ou matières premières entrant à titre principal dans les ouvrages exécutés, produits résiduels accessoires
Total production vendue de services	Travaux, études et prestations de services exécutés, comprenant le cas échéant les produits des activités annexes (services exploités dans l'intérêt du personnel, commissions et courtages, locations diverses, mises à disposition de personnel facturées, ports et frais accessoires facturés, boni sur reprises d'emballages consignés...). Montant France + Exportations.
Total ventes de marchandises	Produits provenant de reventes en l'état. (France+ Exportation et livraisons intracommunautaire)
Valeur ajoutée au coût des facteurs (VACF) - hors autres produits et autres charges	par l'entreprise elle-même. La VACF est une variable calculée : Valeur ajoutée hors taxes (Ventes de marchandises + production vendue de biens + production vendue de services + production stockée+ production immobilisée-Achats de marchandises et de matières premières - variation des stocks de marchandises et de matières premières - autres achats et charges externes) + subventions d'exploitation - impôts et taxes
Valeur ajoutée au coût des facteurs (VACF) - y compris autres produits et autres charges	La valeur ajoutée détermine la richesse créée et constituée par le travail du personnel et par l'entreprise elle-même. La VACF est une variable calculée : Valeur ajoutée hors taxes (Ventes de marchandises + production vendue de biens + production vendue de services + production stockée+ production immobilisée+ autres produits-Achats de marchandises et de matières premières - variation des stocks de marchandises et de matières premières - autres achats et charges externes-autres charges) + subventions d'exploitation - impôts et taxes
Valeur ajoutée hors taxe - hors autres produits et autres charges	Différence entre la production globale de l'entreprise (marge commerciale + production de l'exercice) et les consommations de biens et de services en provenance des tiers
Valeur ajoutée hors taxe - y compris autres produits et autres charges	Différence entre la production globale de l'entreprise (marge commerciale + production de l'exercice) et les consommations de biens et de services en provenance des tiers + autres produits - autres charges
Valeur ajoutée/Effectif salarié en ETP	Rapport du montant de richesse créé par la société après déduction des coûts extérieurs à la société (valeur ajoutée hors taxes) rapporté à l'effectif salarié en équivalent temps plein. Indicateur apparent de la main d'oeuvre.
Valeurs mobilières de placement	Titres bruts acquis par l'entreprise en vue d'en tirer un revenu direct ou une plus-value à brève échéance (actions, obligations, bons du Trésor) ; figurent également sous ce poste les titres de créances négociables créés par la loi du 26 juillet 1991 (certificats de dépôts, bons des institutions financières spécialisées, bons des sociétés financières et billets de trésorerie) ainsi que la valeur des actions propres provenant du rachat par l'entreprise des actions émises par elle-même.